



## Conseil économique et social

Distr. générale  
2 juillet 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Dixième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques

New York, 31 juillet-9 août 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*

**Rapports sur les travaux du Groupe d'experts  
des Nations Unies pour les noms géographiques,  
de ses divisions, ses groupes de travail et ses équipes  
spéciales depuis la neuvième Conférence**

### Division de l'Afrique australe

#### Résumé\*\*

Un atelier consultatif sur l'orientation future des activités toponymiques en Afrique s'est tenu à Gaborone du 23 au 25 novembre 2011. L'atelier a été organisé conjointement par le Gouvernement botswanais, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.

L'atelier a permis d'élaborer le Plan d'action de Gaborone, qui a été présenté à la troisième réunion de la Commission africaine de statistique et au septième Symposium africain sur le développement de la statistique, consacré à l'harmonisation statistique à l'appui de l'intégration économique, monétaire et sociale en Afrique, qui a eu lieu au Cap du 17 au 23 janvier 2012.

#### Activités géographiques d'autres pays membres

**Botswana.** Depuis l'atelier consultatif, le Botswana s'est efforcé de redonner vie à la Commission botswanaise des noms de lieux. Cette question a été portée à l'attention du Ministère du territoire et du logement pour qu'il poursuive les consultations. La Direction du cadastre et de la cartographie a entrepris de recueillir des données et de localiser les objets géographiques du pays afin d'élaborer une base de données géoréférencées des noms. Des consultations sont en cours avec les autorités locales concernées, telles que les commissaires, les conseils fonciers, et les autorités et conseils tribaux, afin de localiser avec précision d'autres objets géographiques. La saisie des toponymes grâce au logiciel gratuit fourni par la Commission économique pour l'Afrique est en cours.

\* E/CONF.101/1.

\*\* Le rapport complet, établi par Lucy Mmasepatela Phalaagae, Présidente par intérim de la Division de l'Afrique australe, peut être consulté dans la langue d'origine à l'adresse suivante : <http://unstats.un.org/unsd/geoinfo/UNGEGN/unegcnConf10.html>.



**Mozambique.** L'Institut toponymique du Mozambique, responsable des noms géographiques, a été créé en décembre 2009. Cet organisme coordonne toutes les activités d'ordre géographique du pays. Une loi régissant les activités, qui fait défaut depuis l'époque coloniale, est actuellement à l'étude. Des consultations sont menées avec diverses parties prenantes, au niveau des provinces et des districts. Leur rôle est d'inciter les municipalités à suivre des règles précises pour la dénomination de certains lieux, notamment les places et les rues. Il a été proposé d'organiser une conférence nationale pour essayer de remédier aux problèmes relatifs aux noms géographiques, mais aucune suite ne sera donnée à cette proposition faute de fonds.

**Afrique du Sud.** Le Conseil sud-africain de toponymie (South African Geographical Names Council) a organisé un atelier national aux fins de la mise en commun de données d'expérience sur les noms géographiques dans la région. Cet atelier, auquel ont participé des comités chargés des noms géographiques, a été l'occasion pour la Division de l'Afrique australe de se réunir pour étudier la meilleure façon de faire œuvre de sensibilisation à la problématique des noms géographiques en Afrique et à l'aide qu'apportent dans ce domaine des entités telles que le Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, la Commission économique pour l'Afrique, l'Union africaine et les centres régionaux.

**Swaziland.** Étant donné qu'il n'existe pas au Swaziland d'organisme public chargé des noms géographiques, l'activité dans ce domaine est très réduite. On a essayé, mais sans succès, de créer un tel organisme dans les années 1980. Une tentative de normalisation des noms a eu lieu vers 2004, lorsque l'unité de télédétection de la Communauté de développement de l'Afrique australe, assistée par le Earth Resources Observation and Science Data Center (Centre d'observation des ressources terrestres et de recueil de données scientifiques en la matière) et SIE-Afrique, réseau de gestion coopérative de l'information environnementale en Afrique, ont soutenu la mise en place d'infrastructures nationales de données spatiales dans la région. Cette initiative n'a pu être mise en œuvre parce que d'autres activités de développement étaient en cours au Swaziland à l'époque. Le Swaziland a connu différents problèmes et difficultés, notamment les suivants :

- Il n'existe pas d'organisme officiel de toponymie ni de soutien à sa création, malgré les tentatives qui ont été faites pour établir ce type d'organisme;
- Les représentants du Swaziland n'ont pu participer aux formations ou aux réunions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques ni à d'autres conférences des Nations Unies;
- La situation ne s'est pas améliorée du fait du manque de financement pour renforcer les capacités et favoriser des activités relatives aux noms géographiques.

**Zimbabwe.** Pour des raisons d'ordre économique, le comité national sur les noms géographiques, présidé par le Directeur du service cartographique, n'est pas opérationnel. Une base de données des noms géographiques existe, mais uniquement en version papier. Le système informatique d'origine est en effet tombé en panne et il n'existait pas de dispositif de sauvegarde des données. Le Zimbabwe manque de personnel qualifié, de matériel informatique et de logiciels, ainsi que des fonds nécessaires pour redonner vie au comité national sur les noms géographiques et créer une base de données des noms de lieux géographiques.